



## Qui sommes-nous ?

Nous luttons pour **une société débarrassée de toute exploitation et aliénation**, pour une société socialiste, autogérée, démocratique et pluraliste. Notre but, c'est l'assurance pour chacun d'épanouir sa personnalité, l'élaboration d'un avenir collectif, l'impossibilité pour une minorité de soumettre la société à ses intérêts égoïstes. Tout cela n'a rien à voir avec le stalinisme qui s'est effondré à l'Est. Nous sommes révolutionnaires parce que cette société ne peut naître que d'une rupture radicale avec l'ordre existant. Parce que nous n'avons rien à attendre d'un système générateur de millions de chômeurs, de précaires et de mal-logés dans les pays riches, et de centaines de millions d'affamés dans le sud, d'un système qui menace de détruire la planète elle-même. Enfin, parce que tous ceux qui ont prétendu le réformer ont échoué, alors que la crise s'est aggravée, que le racisme augmente...

Nous sommes partie prenante de **toutes les luttes** contre le chauvinisme et le racisme, le fascisme, l'impérialisme, contre les préjugés religieux, l'oppression spécifique des femmes, le machisme, contre l'homophobie et toute vision normative de la sexualité.

Nous sommes **internationalistes** parce que nous sommes solidaires des peuples du tiers-monde, que nous luttons pour de nouveaux rapports entre les peuples. Parce que nous ne reconnaissons pas le droit aux grandes puissances de régler le sort des pays pauvres, parce que nous combattons le militarisme des puissants mais que nous défendons le droit des faibles à se libérer, si nécessaire, les armes à la main. Enfin, nous pensons que pour gagner, il faut **lutter dans l'unité**, s'organiser démocratiquement, et ne compter que sur ses propres forces.

## Femmes, premières victimes de la précarité Soyons les premières à lutter !

On avait déjà compris depuis longtemps que le gouvernement faisait tout pour que les femmes retournent au foyer pour s'occuper des enfants et du même coup, ne plus être comptabilisées comme chômeuses mais comme mère au foyer : L'Allocation Parentale d'Education allouée aux parents (à 90%, aux mères !) dès le premier enfant, a provoqué le retour au foyer de plusieurs dizaines de milliers de femmes : facilité par la diffi culté à se trouver une crèche... Et, après le CNE cet été, le CPE ! Avec le CNE pour les entreprises de moins de 20 salariés, l'employeur durant une période de 2 ans, peut licencier sans préavis, sans entretien préalable et sans s'expliquer sur les causes de la rupture du contrat. Le CPE autorise pendant deux ans l'employeur à licencier les jeunes de moins de 26 ans sans aucun motif du jour au lendemain.

Alors que les femmes sont beaucoup plus touchées que les hommes par le chômage, la précarité, les temps partiels imposés, les jeunes femmes seront les premières concernées par le CPE. En effet, chez les jeunes actifs de moins de 25 ans,

36% des jeunes femmes sont en situation de chômage ou de sous-emploi (surtout temps partiel imposé) et 25% des jeunes hommes. La possibilité pour l'employeur de rompre le contrat sans motifs peut entraîner des abus. La menace d'un licenciement donne tous les droits au patron ou au petit chef : il pourra licencier une jeune femme qui aura refusé de lui apporter son café, d'accepter ses avances, d'accepter ses mains au cul etc.

Et, à la question concernant le licenciement facilité des femmes enceintes embauchées avec le CPE, le gouvernement répond sur son site : « On ne peut pas licencier une femme enceinte pendant la période de consolidation, au même titre que dans le cas d'un CDI classique. La période de consolidation ne permet pas de jouer avec les règles de base et de mettre fin au contrat en utilisant quelque type de discrimination que ce soit. »

Et pourtant, on peut lire dans l'expansion, à propos du CNE, contrat similaire CPE, mis en place cet été pour les entreprises de moins de salariés : « Six mois après

la création du contrat nouvelle embauche (CNE), une dizaine de dossiers de salariés contestant leur licenciement sont arrivées aux Prud'hommes à Paris et en province, selon les syndicats. Parmi les litiges cités par les syndicats : un employé remercié pour dix minutes de retard, une femme licenciée quelques jours après avoir annoncé sa grossesse, un licenciement après avoir réclamé le paiement d'heures supplémentaires. Contrairement à un CDI ou un CDD, c'est au salarié de prouver que son licenciement est abusif. » Sans commentaires...

Depuis plusieurs semaines, de nombreux étudiants se sont mis en grève et ont bloqué leur fac pour le retrait du CPE et du CNE. En tant que femmes, nous sommes encore plus touchées. Partout, sur nos lieux de travail, nos lycées, nos facs, amplifions la mobilisation pour contraindre le gouvernement à remballer ses projets. L'enjeu, c'est que nous nous y mettions toutes et tous, partout. Ce gouvernement, déjà illégitime depuis plusieurs années doit partir. Nous pouvons gagner !

## Parce que nous n'acceptons toujours pas l'occupation de l'Irak...

En décembre dernier, une conférence internationale anti-guerre réunissant à Londres plus de 1400 personnes et représentants 14 pays, a acté une prochaine date de mobilisation internationale pour le 18 Mars. En effet, cette date marquera le troisième anniversaire des premiers bombardements sur l'Irak par la coalition américaine.

Depuis, la situation ne fait que s'empirer, et les gouvernements impérialistes ne nous feront jamais croire que la guerre est finie. Chaque jour révèle un nouveau scandale et des milliers d'Irakiens continuent à mourir sous les balles et les bombes.

La stabilisation du pays ne pourra pas se faire sous l'occupation américaine, et c'est ce que la majorité des Irakiens savent et clament.

La compréhension de cette situation nous oblige à nous mobiliser et manifester notre solidarité internationale. En France, sous les mots d'ordre paix, souveraineté et démocratie en Irak, retrait des troupes d'occupation, solidarité avec les anti-guerre aux États-Unis, en Grande-Bretagne et dans le monde et non à toute nouvelle agression, ACG, le MRAP, le mouvement de la paix, la LCR, le PCF, le PT, les Verts et American against the war appellent à un rassemblement le samedi 18 mars à Paris. Pour mobiliser et débattre tous ensemble ils organisent également un meeting avec des figures du mouvement anti-guerre international le 13 mars prochain.

A Montpellier, un rassemblement est prévu à 14h le 18, place de la comédie en présence de stands des associations Palestine et anti-guerre.

Sarah, [St Denis]

**Lundi 13 mars : Meeting anti-guerre**  
17 Bd du Temple, métro République, avec Cindy Sheehan, mère d'un soldat US tué en Irak, Guiliana Sarena, journaliste italienne, ex-otage en Irak, l'avocat des prisonniers Français de Guantanamo, une résistante irakienne, un membre de Stop the War Coalition (GB).

**Samedi 18 Mars : Rassemblement 14h place de la concorde**

## Manifestation pour les droits des femmes mercredi 8 mars.

## Pas de libération des femmes sans socialisme Pas de socialisme sans libération des femmes

### Femmes précaires, ne nous laissons pas faire

25% des actifs de moins de 25 ans sont au chômage, 70% des jeunes salariés travaillent sous contrats précaires... à cela, le gouvernement répond par le CPE, contrat présenté comme un CDI mais qui permet au patron de licencier sans motif pendant deux ans... Nous sommes tous et toutes descendues dans la rue le 7 mars pour la journée d'action nationale appelée par l'intersyndicale... Mais ce n'est pas pour ça qu'il faut rentrer chez nous le 8. Les femmes sont les premières victimes du chômage et de la précarité. Alors, après les CDD, l'intérim et le temps partiel imposé, Mesdemoiselles et Mesdames, de Villepin vous propose de vous enfoncer encore plus avec le CPE. Le gouvernement propose et les patrons vont disposer soyez en sûres.

### Le capitalisme renforce notre oppression

Bien sûr, ceci n'est qu'un aspect de l'oppression spécifique des femmes. Cette dernière est multiforme et s'exprime dans toutes les sphères de la société : économique, privée, publique et politique... Et c'est en cela que la lutte des femmes est profondément subversive : elle remet en cause tous les rapports humains de domination. C'est aussi en cela que elle reste aujourd'hui toujours d'actualité : l'oppression des femmes perdure grâce à des institutions comme l'Etat ou les Eglises. Si celle-ci existait déjà avant le capitalisme, il s'appuie sur elle et en fait un outil supplémentaire de domination.

### libérer.

Dès lors, seule une société socialiste peut rassembler les conditions pour l'émancipation des femmes (suppression de l'exploitation, socialisation des tâches éducatives et ménagères...). Le renversement de la société ne peut se faire sans les femmes et leur force et parallèlement, le socialisme ne peut se faire sans la disparition de toutes les oppressions. Seulement, compte tenu de la profondeur de l'enracinement de cette oppression spécifique que des femmes, seule l'autoorganisation massive des femmes garantira la possible émancipation. C'est dès maintenant qu'il faut s'organiser et lutter, nous ne pouvons compter que sur nos forces parce que l'émancipation des femmes sera l'œuvre des femmes elles-mêmes.

### Seule la lutte peut nous

**Abonnez-vous ! Prenez contact !**

Je veux m'abonner au journal (à partir du numéro ..... ) pour 10 € pour 10 numéros (chèques à l'ordre de RCJ.)

Je veux des informations sur les Rencontres internationales de jeunes (du 30 Juillet au 5 août 2006 en Italie)

Je désire prendre contact avec les JCR-RED

Je veux commander :  
..... brochure(s) sur la précarité (1 euro l'exemplaire)  
..... carnet de chants de luttes (1 euro l'exemplaire)  
..... brochure(s) sur la guerre (1 euro l'exemplaire)  
..... brochure(s) sur la Palestine (1 euro l'exemplaire)  
..... brochure(s) sur Che Guevara (1 euro l'exemplaire)  
..... brochure(s) sur la mai 1968 (1 euro l'exemplaire)

Nom .....  
Prénom .....  
Adresse .....  
Code postal .....  
Ville .....  
Téléphone .....  
e-mail .....

JCR: jcr@jcr-red.org  
Rédaction: red@jcr-red.org  
www.jcr-red.org  
01 48 70 42 30



## Contre la précarité, le CPE-CNE, et le gouvernement...



Cela fait maintenant plusieurs semaines que se développe un mouvement massif contre la précarité et la Loi sur l'égalité des chances (dont le CPE fait partie). La goutte d'eau a été le CPE, mais la crise est bien plus profonde. Entre la suppression des postes aux concours d'enseignement, la casse de la recherche publique, la dévaluation et la mise en concurrence des diplômés, la multiplication des contrats précaires et le chômage de masse, nous sommes de plus en plus à savoir que nous n'avons aucun avenir dans cette société. La Loi sur l'égalité des chances est un concentré de tout cela : Contrat Première Embauche, apprentissage dès 14 ans, travail de nuit dès 15 ans, suppression

des allocations familiales pour les jeunes absentéistes, « stage de civilisation » dans la police ou l'armée pour les jeunes turbulents, allègements d'impôts pour les patrons... Et c'est contre cet avenir pourri et contre la précarité, que nous sommes des milliers à nous battre aujourd'hui.

Partie de la fac de Rennes 2 il y a plus d'un mois, la grève touche aujourd'hui 20 facs, dont une quinzaine avec piquets de grève et blocage. De nombreux lycées ont été bloqués, et des dizaines de milliers de lycéens sont descendus dans la rue. Le mouvement continue à s'étendre, comme le montre la coordination nationale des facs mobilisées qui s'est tenue

ce week-end, et une nouvelle étape commence avec la journée du 7 mars. C'est l'occasion de le rendre plus massif et de toucher de nouveaux secteurs.

Mais il reste encore beaucoup de gens à convaincre, dans les facs et les lycées pas encore mobilisés, mais aussi là où le mouvement est déjà lancé. Et le blocage est un outil fondamental, pour permettre à tous de participer aux Assemblées Générales sans être sanctionné, et sans rater les cours (puisque'ils n'ont pas lieu !), pour avoir le temps de s'informer, débattre, et agir !

Nous devons aussi convaincre les profs et les personnels de nos établissements de nous rejoindre : à la fac de Censier,

ils ont décidé de faire grève et de tenir les blocages aux côtés des étudiants grévistes !

Nous devons aussi entraîner les salariés dans cette bataille contre le MEDEF et le gouvernement : parce que le CPE-CNE les concerne directement, et parce que nous avons besoin d'eux pour gagner. C'est pour quoi la journée du 7 mars, et les manifestations sont si importantes : pour montrer notre nombre et notre détermination, et donner confiance et envie aux travailleurs de nous rejoindre. Les prochaines manif nationales du Mardi 14 et du Jeudi 16 mars doivent être l'occasion d'avancer dans ce sens.

La situation est simple : la majo-

rité des jeunes et des salariés est opposée aux mesures du gouvernement, et au gouvernement lui-même.

Si nous arrivons à entraîner tout ce monde dans la bataille, nous pouvons gagner, et mettre une grosse claque à ce gouvernement au service des patrons ! Si nous arrivons à entraîner l'ensemble des victimes de cette politique de casse sociale, l'ensemble des secteurs en lutte, et à les faire converger contre l'ennemi commun, nous pouvons virer le gouvernement !

**« C'est pas les jeunes, c'est pas les salariés, c'est le gouvernement qu'il faut virer ! »**



## De la grève à la révolution!

La grève est le moyen le plus efficace pour faire céder les patrons et le gouvernement puisqu'elle permet de bloquer la production et donc les profits. Mais la grève est aussi beaucoup plus qu'un moyen pour défendre nos droits. Elle est en réalité une étape décisive vers la prise du pouvoir des travailleurs, vers le renversement du pouvoir politique bourgeois. Elle est un pont vers la révolution.

La grève : le début du changement de société

La grève transforme les gens. Elle permet l'émergence de nouveaux rapports entre nous, de nouvelles formes d'organisation de la vie quotidienne, de la démocratie. En novembre/décembre 95, il était devenu habituel de prendre les gens en stop, on avait rompu les réflexes individualistes.

En effet, la grève est souvent la première expérience de prendre en main ses propres affaires. Dans cette période chacun a le pouvoir de participer aux prises de décisions. Il n'est pas rare de voir des gens qui en temps normal ne prennent jamais un tract, qui en temps de grève deviennent les plus actifs. Dans les expériences les plus profondes, les salariés se posent eux-mêmes la question de remettre en route leur entreprise. Ils se posent alors la question de l'organisation de la production, l'organisation du travail. La grève permet cette accumulation d'expériences qui est nécessaire pour prétendre à la prise du pouvoir.

De même elle permet l'émergence de nouvelles formes de démocratie : les assemblées générales, la révocabilité des élus... Ce sont de ces expériences qu'émergeront les formes d'organisation d'une nouvelle société.



### Toulouse dans le mouv!

En grève depuis début Février sur Rangueil, vite rejointés par le Mirail et l'Arsenal (qui n'était pas en grève en Mai 68 !), tout est maintenant prêt à Toulouse pour que la lutte s'étende : comités de lutte actifs sur les 3 facs, inter-facs, inter-lycées, collectif précaires, liens avec les profs (surtout sur le Mirail) et avec les syndicats.

Mais si on veut que le mouvement puisse durer et gagner, il faut que le mot d'ordre de grève se répande au-delà des facs. La réussite du 7 mars doit nous permettre d'aller dans ce sens.

### Tolbiac en grève depuis le 23 février

Nous bloquons la fac afin qu'aucun étudiant n'aille en cours, et donc qu'aucun gréviste ne soit pénalisé. La fac se transforme sous nos yeux : affiches, musiques, projections, débats, actions ; les commissions organisent la mobilisation et la vie à la fac. Nous sommes plus de 1000 à chaque AG, et elles durent entre 3 et 4 heures : les étudiants veulent discuter. Jeudi 2, Nous sommes partis à 300 étudiants dans le centre commercial Italie 2 pour nous adresser aux salariés qui signeront probablement des CPE. Nous les avons appelés à nous rejoindre à la manif du 7 mars. Ce fut un réel succès qui s'est suivi d'un départ en manif vers la Sorbonne. Vendredi, une AG de 1200 personnes a voté la reconduction de la grève et du blocage jusqu'au mercredi 8.

### La grève pose la question de qui dirige

La grève est le signe et le révélateur d'une crise dans laquelle les travailleurs expriment la volonté de ne plus être dirigés par ceux d'en haut. Mais elle exprime aussi la possibilité de faire autrement: organisation de la production, fonctionnement des institutions... la grève peut faire naître des éléments embryonnaires de double pouvoir, c'est à dire des organes qui se mettent à remplir mieux le rôles des institutions du pouvoir en place.

En plus la grève générale, le fait de bloquer l'ensemble de la production, rend de plus en plus difficile pour la classe dirigeante de gouverner. L'appareil d'état paralysé a de plus en plus de difficultés à remplir ses fonctions habituelles.

C'est cette situation de crise et l'émergence de deux pouvoirs antagoniques qui rend possible la prise du pouvoir par les travailleurs et la possibilité d'une nouvelle société.

### Un nouveau mai 68 qui ira jusqu'au bout !

On peut imaginer que, dans les pays capitalistes développés comme la France la révolution prendra la forme d'une grève générale. C'est à dire un affrontement entre l'état et le mouvement ouvrier. Un affrontement de forces sociales et d'institutions opposées que l'un des deux remportera.

Mai 68 a permis un changement qualitatif des rapports de forces à l'avantage de la classe ouvrière et a remis à l'ordre du jour la possibilité de penser un changement révolutionnaire dans les pays capitalistes développés.

C'est pourquoi nous nous attachons



aussi fortement à construire ce mouvement d'ensemble, ce nouveau mai 68 qui cette fois ira jusqu'au bout. En effet la grève est plus qu'un moyen, elle peut être la condition qui rend possible la crise d'un

**Matilde**, [Nanterre]

## Appel de la Coordination Nationale de Jussieu (4 et 5 mars 2006)

La Coordination Nationale étudiante réunissant 39 universités et établissements, les 4 et 5 mars 2006 à Jussieu a adopté les propositions suivantes :

La coordination nationale étudiante se prononce pour étendre la mobilisation contre la précarité, la loi pour l'égalité des chances, et tout particulièrement contre le CPE, et le CNE.

Dans ce sens, elle se prononce pour :

- La grève reconductible des étudiants à partir du 7 mars.

- La généralisation des blocages des universités sur tout le territoire.
- L'occupation des universités jusqu'à satisfaction des revendications.

Elle se prononce pour l'organisation de cortèges unitaires des universités mobilisées lors de la manifestation du 7 mars.

Elle insiste sur la nécessité de donner très rapidement des suites au 7 mars :

- Par la tenue d'assemblées générales unitaires et interprofessionnelles le soir même.
- En proposant aux syndicats de salariés de rejoindre la grève étudiante.
- En proposant aux travailleurs et à leurs organisations de s'accorder avec elle, sur une nouvelle journée d'actions et de grève interprofessionnelles le 16

La prochaine coordination nationale étudiante se tiendra à Poitiers le samedi 11 mars 2006.

### 39 facs en lutte présentes à la coordination de Jussieu :

- Aix
- Bordeaux 3
- Lille
- Lorient (en vacances cette semaine)
- Le Mans (en vacances cette semaine)
- Montpellier 3
- Nantes
- Paris 1 (Tolbiac)
- Paris 3 (Censier)
- Sorbonne (Paris 1, 4 et 5)
- Paris 5 Boulogne
- Paris 6 et 7 (Jussieu et site Javelot)
- Paris 8 Saint-Denis
- Paris10 (Nanterre)
- Paris 11 (Orsay)
- Paris 13 (Villetaneuse)
- Poitiers
- Rennes 1
- Rennes 2
- La Rochelle
- Toulouse le Mirail
- Toulouse Rangueil
- Toulouse Arsenal
- Tourcoing (IUT)
- Tours
- Caen
- Cergy
- Clermont-Ferrand
- Dijon
- Limoges
- Lyon 1
- Lyon 2
- Marseille
- Orléans
- Périgueux (IUT)
- Perpignan
- Strasbourg

**Antoine**, [Jussieu]

## Lycéens, rentrons dans la bataille ! Rejoignons les étudiants en grève !

Le mouvement contre le CPE est déjà bien parti dans les facs. Dans les lycées, les débuts sont prometteurs, mais on est loin du niveau de mobilisation qu'on a connu l'année dernière contre la loi Fillon : énormes manifestations jusqu'à 200 000 lycéens, nombreuses Assemblées Générales dans les lycées, 483 lycées bloqués le 7 avril, plusieurs centaines de lycées bloqués pendant plusieurs jours. Tout ça n a pas empêché Fillon de passer en force, c'est vrai. Mais aujourd'hui, il existe une véritable possibilité de faire reculer le gouvernement. Cela fait des années que les conditions n'étaient pas réunies pour un mouvement de l'ensemble des jeunes (étudiants, lycéens, précaires) et des travailleurs. Alors cette occasion, il faut pas la louper. Ne laissons pas les étudiants faire leur mouvement tout seuls, comme les profs nous ont laissé tout seuls l'année dernière.

### Pour être nombreux le 14 mars, organisons des AG sur nos lycées.

La prochaine étape du mouvement, c est le mardi 14 mars. Alors donnons-nous les moyens de la réussir. Un bon moyen de préparer une mobilisation est de convo-

quer une Assemblée Générale, c'est-à-dire une réunion où on explique ce que c'est le CPE, et où on discute des actions à mener pour obtenir son retrait. C'est possible de demander une salle au proviseur, ou d'organiser l'AG dans un foyer quand il y en a un. De plus en plus les directions des lycées essaient de casser les mouvements, que ce soit en refusant une salle ou en envoyant les flics. Pour leur mettre la pression, ça peut être utile d'avoir le soutien des profs : si on en connaît pas qui peuvent nous aider, ça vaut le coup de se renseigner sur lesquels sont syndiqués, vu que leurs syndicats soutiennent le mouvement, ça peut aider. Si on obtient pas de salle, c'est pas un problème, on peut faire la réunion dans le hall, la cour, devant le lycée, dans un café à côté. Pour préparer cette AG, c'est pas mal de tirer quelques tracts avec le RDV dessus, faire des affiches, passer dans les différentes classes annoncer l'AG



### Repression du mouvement lycéen

## La répression de la jeunesse franchit un nouveau cap

Le mouvement lycéen a bien vite été oublié par les médias et par nombre de personnes, sauf peut-être par les lycéens eux-mêmes. Oublier pour eux ce mouvement est difficile. Cette difficulté vient notamment du fait que de nombreux lycéens sont actuellement sous le joug de la justice.

Au bout de deux mois de luttes ou plusieurs centaines de milliers de lycéens ont manifesté durant l'hiver 2004 et le printemps 2005, le gouvernement a utilisé sans arme répressive. De nombreuses arrestations ont eu lieu. On peut dénombrer à plus de trois cents le nombre de personnes interpellées, 40 mises en examen dont certaines ont été condamné jusqu'à 2 mois de prison ferme, sans oublier que systématiquement lors de chaque manifestation, durant trois mois, les manifestants ont été arrosés abondamment de coups de matraque, de gaz lacrymogènes et autres. La répression a trouvé son jour de gloire, son apothéose lors de l'occupation de l'annexe du ministère de l'éducation nationale, après le CPE qui avait été arrosés abondamment de coups de matraque, de gaz lacrymogènes et autres. La répression a trouvé son jour de gloire, son apothéose lors de l'occupation de l'annexe du ministère de l'éducation nationale, le 20 avril, qui c'est soldée par 168 arrestations et 9 mises en examens (les procès n'ont pas

comment préparer la prochaine manif, dépend du monde qu'il y a et de si les gens sont motivés. On peut proposer d'écrire un tract qui appelle à la manifestation du 14 mars, de passer dans les salles informer de cette manif. Si on est assez nombreux et motivés, il faut proposer de bloquer le lycée le matin de la manifestation. Cela permet à tous les lycéens de pouvoir y aller sans avoir peur de se faire sanctionner parce qu'ils loupent des cours.

Si il y a une fac mobilisée pas très loin du lycée, ça vaut le coup de demander aux étudiants un coup de main . Ça se fait dans pas mal d'endroits, comme à Nanterre où 400 étudiants sont rentrés dans le lycée Joliot Curie pour partir ensuite avec les lycéens en action.

Alors, dès que possible, mettons nous en

## Rennes: Toujours en grève!

Rennes 2 est en grève depuis le 7.02! Jusqu'à 4000 en AG, blocage de la fac, occupation permanente du hall B (même pendant les vacances), des centaines impliqués dans le mouvement, une motivation et une puissance collective considérable. AG massive en prévision le 6, la suite dépend de la poursuite de l'extension du mouvement, nationalement dans les fac et chez les salariés.

4 IUTs en grève pendant plus d'une semaine, vote à 600 de la grève avec blocage dans la fac de science-philo (jamais vu même en 1968 !). Une dizaine de lycées bloqués la semaine dernière. Des centaines en AG, plusieurs milliers en manif avec les étudiants, dynamisme considérable. L'implication massive des lycéens a été réalisée grâce au travail des équipes militantes formées dans la lutte contre la loi Fillon et avec l'aide des étudiants de Rennes 2. Blocages et AG dans tous les lycées en prévision pour le

### Repression du mouvement lycéen

Le mouvement lycéen a bien vite été oublié par les médias et par nombre de personnes, sauf peut-être par les lycéens eux-mêmes. Oublier pour eux ce mouvement est difficile. Cette difficulté vient notamment du fait que de nombreux lycéens sont actuellement sous le joug de la justice.

Au bout de deux mois de luttes ou plusieurs centaines de milliers de lycéens ont manifesté durant l'hiver 2004 et le printemps 2005, le gouvernement a utilisé sans arme répressive. De nombreuses arrestations ont eu lieu. On peut dénombrer déjà une centaine d'arrestations et une comparaison immédiate qui c'est soldée par trois mois prison avec sursis.

En générale, la répression d'un mouvement social sert à calculer la peur que le gouvernement a face à ce mouvement. Que dire alors d'un mouvement dont la répression l'a quasiment précédé ? Peut-être que la répression est aussi une arme qui sert à stigmatiser un mouvement social comme criminel pour ceux qui le voient de l'extérieur.

**Laure**, [Tolbiac]



grève, bloquons nos lycées. C'est comme ça qu'on fera reculer le gouvernement !

**Laure**, [Nanterre]

Alors, dès que possible, mettons nous en

comment préparer la prochaine manif,

dépend du monde qu'il y a et de si les gens sont motivés. On peut proposer d'écrire un tract qui appelle à la manifestation du 14 mars, de passer dans les salles informer de cette manif. Si on est assez nombreux et motivés, il faut proposer de bloquer le lycée le matin de la manifestation. Cela permet à tous les lycéens de pouvoir y aller sans avoir peur de se faire sanctionner parce qu'ils loupent des cours.

Si il y a une fac mobilisée pas très loin du lycée, ça vaut le coup de demander aux étudiants un coup de main . Ça se fait dans pas mal d'endroits, comme à Nanterre où 400 étudiants sont rentrés dans le lycée Joliot Curie pour partir ensuite avec les lycéens en action.

### A Jussieu c'est le feu!

Les étudiants de Jussieu ont enfin voté la grève et le blocage à plus 600 le 23 février dernier. Depuis, nous avons bloqué la fac et ses 21 entrées (ce qui relève, non pas de l'exploit mais d'une organisation structurée !), et plusieurs AG ont réuni jusqu'à 1700 personnes (dans plusieurs amphis puisque aucune salle n'est assez grande). Il faut dire qu'à Jussieu, de mémoire de militants, cela n'a pas été aussi massif depuis 1966 et la grève contre le projet Devaquet. Les personnes nous ont rejoint avec une première AG à 900 le 28 où ils ont également voté la grève.

### Aix-Marseille: situation inédite

La fac de lettres est en grève depuis le 1er mars. Des AG de plus en plus grosses (150 début février, plus de 800 jeudi 2/03) reconduisent chaque jour les blocages, grève et occupationAteliers, conférences, animations sont organisés par un comité de grève de plus de 110 personnes. Travail unitaire des organisations favorisé par la campagne du 99 mai. Fac fermée par la direction les 3 et 4/03. Profs et personnels appellent à la grève. La fac st-charles à Marseille rentre dans le mouvement, plusieurs lycées seront bloqués le 7/03. C'est tous ensemble que nous gagnerons !

**Manu**, [Rennes]

### Le Mans: la rentrée sera chaude!

Au Mans, la mobilisation a commencé tôt (mi-janvier), poussée par une situation difficile (non-respect de la dotation globale de fonctionnement par l'Etat, chercheurs mobilisés sur la LOPRI, beaucoup de problèmes liés à l'application du LMD). Après plusieurs AG faibles, le blocage de la fac a été décidé. C'est alors que le mouvement a vraiment pris de l'ampleur, puisqu'on s'est retrouvé jusqu'à 400 en AG (15% de la fac) où s'est décidé le blocage de la fac entière. Après une semaine de vacances, le personnel est appelé par le SNES à suivre les étudiants dans la grève pour la journée du 7 Mars, qu'on espère la plus massive possible !

### Lille: blocage depuis le 22 février!

La lutte s'est durcie le 22 février, quand la grève a été votée à Lille 3. Avant, seules les journées de mobilisations rassemblaient plusieurs milliers d'étudiants, de lycéens et de salariés. Depuis que la fac est bloquée, la reconduite est votée chaque jour par 600 à 800 personnes ; la grève s'organise malgré le manque d'organisation des AG: trop de temps sur les blocages et trop peu sur la lutte et l'élargissement.

De plus, le président de Lille 3, qui se prétend solidaire de la grève, commence à mettre la pression et veut la reprise des cours dès le 8 mars (alors que le blocage est déjà voté).